

Palestine : la liberté de circulation mise à mal

Partage international n° 201 - Mai 2005

Interview de Hanan Aruri par Olivier Danès

Hanan Aruri est palestinienne. Elle travaille bénévolement au sein d'associations de promotion des droits des femmes dans son pays. Hanan a fait le déplacement de Porto Alegre (Brésil), où s'est tenu fin janvier le Forum social mondial 2005, pour dire au monde le calvaire quotidien enduré par le peuple palestinien. Nous l'avons interviewée sur le thème de la liberté de circulation, un droit international dont les civils d'un pays occupé sont censés bénéficier.

Partage international : Hanan, pouvez-vous nous raconter votre voyage jusqu'à Porto Alegre ?

Hanan Aruri : J'habite Ramallah, qui est situé à 25 km de Jéricho, la ville frontière avec la Jordanie. Moins d'une demi-heure de trajet par la route directe, mais cette route est réservée aux colons israéliens et les Palestiniens n'ont pas le droit de l'utiliser. Il nous faut donc emprunter une route secondaire qui circule entre les montagnes et en outre, franchir deux *check points*. Partie à 5 h du matin, j'arrive donc à 7 h à Jéricho.

Là, on fait monter les Palestiniens dans un bus jusqu'à une première barrière, où nous devons faire la queue et passer à pied devant un soldat israélien qui contrôle nos papiers. Durée de cette escale : 2 h. Un autre bus nous conduit à la frontière elle-même. Nous devons de nouveau subir les humiliations des soldats, qui nous menacent pour un rien : parce que nous ne sommes pas bien alignés ou pour tout autre prétexte ridicule. Nous ne savons jamais s'ils vont nous laisser passer ou non. Tous les jours, des gens sont renvoyés chez eux, sans que l'on sache pourquoi. Certains doivent subir un interrogatoire. Cela a été mon cas. On m'a fait entrer dans un bureau. On m'a fait attendre. On m'a posé quelques questions : où vas-tu ? Pour quelle raison ? Qui vas-tu rencontrer ? Nouvelle attente. Durée de l'épisode : 1 h.

J'ai ensuite été conduite dans un autre bus qui nous a déposé à l'endroit où récupérer nos bagages... après une heure et demie d'attente. Encore un bus et nous voici côté jordanien. Nouveau contrôle des passeports. Durée : 2 h (seulement, car nous sommes en hiver). A Amman, j'ai pris un vol pour Paris, puis un autre pour Porto Alegre. Au retour, j'aurai à subir

les mêmes difficultés pour rentrer chez moi.

PI. Un tel déplacement est un véritable calvaire !

HA. Oui, mais c'est bien pire l'été, lorsque davantage de personnes vont rendre visite à leur famille. Il faut alors compter 12 à 13 heures entre Ramallah et Jéricho. Les Israéliens ne sont pas plus nombreux aux postes lorsqu'il y a plus de monde. C'est à nous d'attendre.

Quant au passage de la frontière jordanienne, il demande 4 à 5 jours d'attente en été, sous 45 à 50°, au milieu des parents affolés et des enfants qui hurlent. Ce sont les mesures de sécurité israéliennes. De toutes manières, je ne peux m'offrir le luxe de sortir de Palestine plus d'une fois par an – et encore, parce que je suis favorisée. Il faut payer à chaque fois que vous montez dans un bus, il faut se nourrir et se loger sur la frontière, sans compter les multiples taxes à acquitter et le temps perdu. Les Palestiniens vivent une véritable situation d'apartheid. Nous sommes isolés dans nos villages, dont les points d'accès sont bloqués par de gros blocs de béton. Circuler est dangereux, voire impossible. Que nous soyons à pied, en voiture ou en bus, se rendre dans le village voisin, que ce soit pour son travail, aller à l'école, chez le docteur ou visiter sa famille, exige de passer par des *check points*, où les temps d'attente sont interminables.

Des malades du cœur sont morts sur le bord de la route faute de pouvoir atteindre l'hôpital et des femmes ont accouché dans le fossé devant l'indifférence des soldats. N'importe qui ayant un peu de cœur s'arrangerait pour faciliter le passage des femmes enceintes ou de celles qui accompagnent des enfants en bas âge. Mais les soldats font preuve d'une cruauté qui nous laisse sans voix.

Quel regard nos enfants ont-ils sur nous ? J'ai deux enfants, de trois et cinq ans. Je voudrais leur éviter ces affronts, mais bien que leur père soit français, ils n'ont pas le droit de sortir du territoire avec lui. Lui passe facilement la frontière. Mais les enfants, parce qu'ils sont nés en Palestine, n'ont le droit de sortir qu'avec moi.

PI. Pourquoi passer par la Jordanie ?

HA. Parce que les Palestiniens n'ont plus le droit d'utiliser l'aéroport de Tel Aviv. Nous sommes contraints de passer par Amman, ce qui nécessite une autorisation de l'Etat jordanien (qu'on obtient en général en une semaine). Pour les Palestiniens, se rendre à l'étranger, quel que soit le pays, exige l'obtention d'un visa. Mais les pays ont leur

ambassade en Israël, et on n'a pas le droit d'y aller !

PI. *Vous sentez-vous abandonnés ?*

HA. Complètement. Là-bas, l'information est contrôlée. Par exemple, il est absolument interdit de prendre des photos des *check points* ou des bâtiments dans lesquels nous sommes entassés pour faire la queue pendant des jours.

Oui, nous nous sentons complètement oubliés. C'est pourquoi je cherche à sortir pour informer de ce que nous vivons. Et ce fut un grand réconfort de constater qu'ici, à Porto Alegre, beaucoup plus de gens que je ne l'avais imaginée soutiennent notre cause.

La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)

13.1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

13.2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Palestine **Auteur** : Olivier Danès, correspondant de Share International à Paris (France)

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()